

Japon - Corée du Sud : premier pas vers une réconciliation ?

Jean-Yves Colin

N#2023-03

8 Mars 2023

A propos d'Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

A propos de l'auteur :

Ancien élève de l'École Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.

Japon - Corée du Sud : premier pas vers une réconciliation ?

Jean-Yves Colin

8 Mars 2023

Depuis longtemps mais plus encore depuis l'éviction de la présidente Park Geun-hye et son remplacement par Moon Jae-in, les relations entre la Corée du Sud et le Japon sont entachées de nombreux sujets de tension. Sans prétendre à l'exhaustivité on peut citer le cas des femmes dites de réconfort durant la guerre du Pacifique, celui des travailleurs forcés dans des entreprises nippones pendant la période de colonisation (1910-1945), la demande de statut auprès de l'UNESCO pour les mines d'or de l'île de Sado où ont travaillé des coréens, le débat sur la souveraineté des îlots Takeshima/Dokdo, la dénomination de la mer du Japon dite de l'est pour les coréens, ou le degré de contamination des eaux de Fukushima... La plupart de ces sujets trouvent leurs origines dans la période Meiji au cours de laquelle la montée en puissance du Japon a coïncidé avec la faiblesse du royaume de Corée menacé par le Japon, certes, mais également par la Russie tsariste et même des puissances occidentales comme la France, ce qui a amené à son annexion en 1910. La colonisation nipponne a laissé des ressentiments forts en Corée, et paradoxalement d'autant plus forts que les générations des élites éduquées au Japon ont disparu du paysage politique et administratif coréen.

Les situations des femmes de réconfort et des travailleurs forcés ont en particulier fait l'actualité, eu égard à l'âge des personnes concernées survivantes (quelques dizaines au plus) et à l'arrêt de la Cour Suprême de Corée du Sud de 2018 autorisant des recours aux tribunaux de première instance. Cet arrêt visait Nippon Steel et Mitsubishi Heavy Industrie et concernait 15 personnes (dont 3 survivantes, les autres étant des membres des familles concernées). En janvier 2021, un tribunal a condamné le Japon à indemniser 12 femmes de réconfort, décision qualifiée d' « inacceptable » par le gouvernement nippon. Pour le Japon, ces sujets ont été réglés après 14 années de négociation, par les indemnités fixées lors de la normalisation diplomatique de 1965 (300 millions de USD et 200 millions de USD sous forme respectivement de dons et prêts à bas taux). Un accord entre la Présidente Park et le Premier Ministre (PM) Abe Shinzo en 2015, relatif au financement d'un fonds à hauteur d'un milliard de yens (de l'ordre de 7millions USD au cours actuel) devait définitivement sceller le contentieux des femmes de réconfort. Dès son accession au pouvoir le nouveau Président Moon a rejeté cette solution, ce que le gouvernement japonais a considéré être un reniement de la parole d'Etat ; il en est résulté une profonde mésentente entre Abe Shinzo et Moon Jae-in.

En Corée du Sud, indépendamment de leur légitimité au fond, toutes ces thématiques ont été d'une part instrumentalisées en politique intérieure entre conservateurs et progressistes, et d'autre part caractérisées par des propos souvent très émotionnels et une forme d'entêtement victimaire, exigeant une repentance à renouveler fréquemment et des indemnisations directes. De son côté le Japon s'est arc-bouté sur une position de principe (le traité de 1965), a feint l'inattention ou l'ignorance des sentiments d'une partie des coréens, voire a donné l'impression d'un regard condescendant ou de supériorité qui n'est plus fondé. Par ailleurs les exigences de certains en Corée du Sud ont fini par exacerber, voire « braquer », une partie de la population et surtout les dirigeants politiques. Enfin, la mésentente entre Abe Shinzo et Moon Jae-in a

bloqué toute tentative de conciliation.

Aussi ne peut-on que se féliciter de l'annonce faite le 6 mars par Park Jin, ministre des Affaires étrangères de Corée du Sud, d'une fondation coréenne dénommée « Fondation pour les victimes de la mobilisation forcée par le Japon Impérial » et destinée à verser des compensations aux travailleurs forcés à l'époque coloniale. En l'état actuel, il n'est pas fait état d'un abondement par des entreprises nippones et moins encore par le gouvernement nippon qui défend avec une très grande fermeté le principe du caractère complet et définitif de la normalisation de 1965 ; ni Nippon Steel ni Mitsubishi Heavy Industries n'ont fait part de leur intention de contribuer à cette fondation. Park Jin a indiqué que celle-ci serait « une solution raisonnable correspondant aux intérêts communs » des deux pays. Il est envisagé que les 16 entreprises coréennes dont le géant de l'acier POSCO, ayant reçu des fonds japonais après 1965 contribuent à ce financement. Toutefois la presse japonaise a mentionné diverses pistes pour que des entreprises nippones contribuent directement ou indirectement, via une entité commune au patronat japonais (Keidanren) et la Fédération des Industries Coréennes (FKI en anglais) : un fonds commun « pour la jeunesse du futur » financerait des projets et/ou la fondation envisagée par la Corée du Sud. Par ailleurs, Park Jin a rencontré le 28 février les familles coréennes concernées dans les bureaux de l'Association du barreau coréen, certaines refusant de participer, et dans sa déclaration du 6 mars il a déclaré que « le gouvernement fera de son mieux pour cicatriser la douleur et la peine vécues par les victimes et les membres de leurs familles ». Il a fait un pas supplémentaire vis-à-vis du Japon en affirmant que « recevoir une nouvelle fois des excuses de la part du Japon ne règlera pas tout » et faisant référence au rétablissement des relations diplomatiques de 1965 auquel tient le gouvernement japonais. Ce dispositif n'est pas sans rappeler celui envisagé par Abe Shinzo et Park Geun-hye en 2015.

Cette annonce du ministre des Affaires étrangères avait été précédée le 1er mars d'un discours du Président Yoon qu'on peut tenter de qualifier d'historique. Il a déclaré : « le Japon s'est transformé d'agresseur militariste en partenaire qui partage les mêmes valeurs universelles. Aujourd'hui le Japon et la Corée coopèrent en matière de sécurité et d'économie. Nous travaillons ensemble à résoudre les défis globaux ». Ces propos ont été d'autant plus importants qu'ils ont été tenus à l'occasion de l'anniversaire du mouvement pour l'indépendance du 1er mars 1919 et de révolte contre la colonisation japonaise, dans le hall commémoratif Yu Gwan-sun, du nom de la jeune patriote morte à 17 ans en prison en 1920 après avoir manifesté à Nandaemun, au centre de Seoul, avoir été arrêtée puis torturée. Ils contrastaient avec ceux de Moon Jae-in le 1er mars 2022 qui demandait au Japon de « faire face à l'Histoire et de faire preuve d'humilité ».

Le discours du Président Yoon est dans le droit fil de ses déclarations depuis son accession à la présidence ; elles ont abouti à de nombreuses rencontres entre les ministres des Affaires étrangères des deux pays, des visites à Séoul et Tokyo, et par une coopération militaire renforcée. Il a été bien accueilli à Tokyo. Le ministre des Affaires étrangères Hayashi Yoshimasa a déclaré que le gouvernement japonais « apprécie » les mesures annoncées par son homologue sud-coréen. Il a ajouté que son gouvernement est l'héritier des déclarations de regret et d'excuse des précédents gouvernements (celle entre le Président Kim Dae-jung et le Premier Ministre Obuchi Keizo de 1998 est souvent mentionnée mais n'est pas la seule) sans en faire une nouvelle. Le PM Kishida a salué ces annonces en espérant qu'elles établiront des « relations saines » entre les deux pays, qualifiant la Corée du Sud de « partenaire important », et en

formant le vœu que ces relations évoluent vers un « partenariat stratégique. Pour autant il n'a pas fait de nouvelles excuses ni évoqué les modalités de financement de la fondation coréenne ou d'un fonds commun Keidanren-FKI. Le seul point technique positif a été l'annonce, par les deux Etats, de la suspension des contentieux auprès de l'OMC relatifs aux restrictions à l'exportation mises en place en 2019... et qui n'avancent guère dans le contexte spécifique de l'OMC, et la reprise des négociations des échanges commerciaux de produits indispensables à la haute technologie, interrompues il y a trois ans.

Par ailleurs la presse nippone évoque un voyage du Président Yoon à Tokyo en mars (les 15, 16 et 17 sont évoqués), le PM Kishida ayant de son côté un agenda chargé en termes de voyages début mars. Il serait aussi envisagé que les deux pays reprennent l'usage de visites annuelles de leurs dirigeants, la dernière datant de décembre 2011 entre le PM Noda Yoshihiko et le Président Lee Myung-bak. Le Japon en tant que président actuel du G7 pourrait enfin inviter le Président Yoon à la réunion du G7 de Hiroshima en mai. Le Président Yoon doit se rendre à Washington fin avril.

Aux Etats-Unis le Président Biden a décrit les annonces coréennes comme « un nouveau chapitre révolutionnaire » de la coopération entre deux pays décrits comme ses « plus proches alliés ». Son Secrétaire d'Etat Antony Blinken a tenu des propos comparables. Il est vrai que les tensions nippo-coréennes sont une grave source d'embarras pour Washington qui dispose de plus de 80 000 militaires stationnés dans de nombreuses bases des deux Etats. En outre les prudentes tentatives américaines pour s'interposer n'ont guère été des réussites et les diplomates américains ont préféré prendre une certaine distance vis-à-vis de ces questions en espérant que la sagesse finirait par prévaloir.

Comme l'ont souligné le Président Yoon et son ministre Park Jin, beaucoup désormais dépend de Tokyo.

Or si les dirigeants nippons sont bien plus bienveillants à l'égard des conservateurs sud-coréens qu'à l'égard de Moon Jae-in, et si la toute récente nomination de l'ancien PM Suga Yoshihide à la présidence d'un groupe parlementaire multi-partisan Japon - Corée du Sud en est un signe manifeste, ils sont aussi méfiants ; le précédent de 2015 reste dans les esprits et la présidence coréenne étant de 5 ans et non-renouvelable, ils peuvent s'inquiéter d'un nouveau changement de cap à Seoul. En outre, un élément circonstanciel peut inciter le PM Kishida à la prudence : le 23 avril se tiennent plusieurs élections partielles pour la Chambre des Représentants (2 à Yamaguchi dont celle de l'ancienne circonscription de Abe Shinzo, 1 à Chiba au nord de Tokyo et 1 autre à Wakayama) et une autre pour la Chambre des Conseillers (à Oita) ; une défaite dans des circonscriptions conservatrices serait mal venue et le parti majoritaire ne souhaite sans doute donner l'impression de céder à Séoul.

Alors que des discussions entre représentants japonais et coréens durent depuis le milieu de 2022, on peut s'interroger sur la raison qui a poussé d'une part le Président Yoon à s'exprimer le 1er mars et son ministre des Affaires étrangères à annoncer un dispositif de compensation le 6 mars. En marge de la conférence sur la sécurité de Munich, les deux ministres des Affaires étrangères s'étaient réunis au Bayerischer Hof ; Park Jin avait déclaré attendre une décision politique de Tokyo, indiquant ainsi que les discussions techniques étaient terminées et que la Corée du Sud était arrivée au bout de ses concessions, au demeurant importantes et jugées

comme telles aussi bien à Tokyo qu'à Séoul. L'annonce d'un dispositif de compensation apparaît donc comme une tentative de forcer le Japon à sortir d'un certain attermoiement.

Les dirigeants nippons et coréens ont pleinement conscience que la situation actuelle est stérile pour leurs deux pays et une impasse irritante pour les Etats-Unis, et que l'environnement international s'est gravement détérioré : les tests de missiles nord-coréens ont cru de façon très significative en nombre (95 en 2022 au lieu de quelques dizaines auparavant, déjà 5 au moins en 2023) et attestent du sérieux de la menace nord-coréenne (plusieurs missiles ont survolé le nord du Japon ou se sont abîmés dans sa zone économique exclusive), la montée en puissance de la Chine est incontestable et menace les lignes maritimes vitales pour les deux pays ainsi que la souveraineté japonaise sur les Senkaku et d'autres îlots nippons, la tension autour de Taiwan est devenue plus intense et risque de les impliquer, « l'opération spéciale » russe rappelle de mauvais souvenirs liés à l'impérialisme russe du 19ème siècle et soviétique du 20ème siècle tant pour la Corée du Sud que pour le Japon. Si les deux pays peuvent se prévaloir d'une solide alliance avec les Etats-Unis, ils savent aussi qu'ils sont situés « au bout géographique » du monde développé, craignent à la fois un retour de l'isolationnisme américain ou une hostilité croissante anti-chinoise de Washington, et doivent également compter l'un sur l'autre. En outre les évolutions de l'économie mondiale avec ses risques de démondialisation partielle et de constitution de blocs économiques les conduisent à vouloir éviter d'inutiles tensions sous forme de sanctions réciproques et à promouvoir des idées voisines de défense de l'ordre international dont les deux pays ont largement profité.

Le Président Yoon et son gouvernement ont pris une décision très courageuse mais politiquement très risquée. D'ores et déjà, le chef de l'opposition Lee Jae-myung parle d'une nouvelle humiliation nationale et cherche ainsi à trouver dans la population, et à l'intérieur même de son parti, une crédibilité fragilisée par le tiède rejet de demande de levée de son indemnité parlementaire à la suite du mandat d'arrêt lancé contre lui par le Parquet (cf. Brève du 2 mars). Plus de 600 groupes citoyens, prompts à réagir et à user d'un vocabulaire parfois excessif et toujours émotionnel, ont eux aussi évoqué « une seconde humiliation nationale après l'annexion de la Corée par le Japon en 1910 » et annoncent une manifestation au centre de Séoul. Il est clair que certains rêvent de répéter en 2023 les mouvements populaires de 2016 et 2017 qui ont conduit au départ de la Présidente Park.

Le bon sens et la raison devraient l'emporter et conduire les deux pays à faire ce premier pas vers un rapprochement et peut-être une réconciliation. Si le sort des travailleurs forcés parvenait à être réglé, d'autres points d'achoppement ou de tension subsisteraient. Un premier pas serait néanmoins fait. La politique ayant parfois une relation lointaine avec le bon sens et la raison, ce n'est pas garanti. Tokyo et Seoul, bien que situés sur le même fuseau de temps, donnent souvent l'image d'un décalage horaire...